

Drame à Kanté

P.7

Une étudiante poignardée à mort par son beau-frère

Editorial

Vive le Président !

P.3

Présidentielle 2020

Agbényomé Kodjo... sur la ligne de départ

P.4



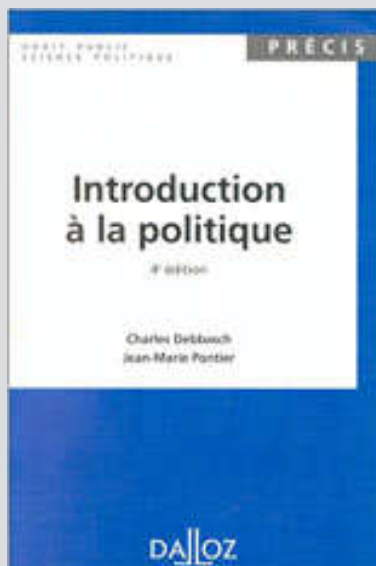
Tous parlent à l'Afrique... Mais personne n'écoute l'Afrique

P.5

Coin littéraire

« Introduction à la politique », Charles Debbasch et Jean-Marie PONTIER

Il est connu dans le monde entier comme un Constitutionnaliste hors-pair et au Togo comme Conseiller juridique du Chef de l'Etat à qui il a balisé la voie en opérant un coup d'Etat constitutionnel. Qualifié de « mercenaire en col blanc », par la presse locale, Charles Debbasch, spécialiste en droit administratif, est aussi l'auteur d'ouvrages coécrits avec d'autres intellectuels dont l'« Introduction à la politique » rédigé de concert avec Jean-Marie PONTIER. Dans ce livre à utilité politique qui fait le pendant de l'« Introduction à la politique » de Maurice Duverger dont ils reprennent certains thèmes



creusés en profondeur, l'intellectuel français naturalisé togolais traite dans sa première partie du pouvoir, des idéologies politi-

ques, du libéralisme au socialisme via le nationalisme et l'impérialisme. Pour lui, le pouvoir s'organise souvent autour de ré-

gimes politiques allant du totalitarisme à la démocratie du suffrage universel. Dans la deuxième partie, force est de constater que

le duo Debbasch – PONTIER dissèque et applique une sévère césarienne nourrie de réflexions doctes aux deux formes de groupements qui animent la vie politique d'un pays. A savoir les partis politiques avisés sur leurs rôles, les écueils de leur fonctionnement notamment la question de leur financement et les groupes de pressions. C'est dire en résumé que le fait politique, dans tous ses compartiments, est placé sous la lumière crue de la réflexion de ses spécialistes dans l'« Introduction à la politique » qui doit être le vademecum ou la bible de tout animal politique.

Oscar SEKAYA



OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES



-45%

sur la valeur en douane des **motos**

du 1^{er} au 31 octobre 2019, sur toute l'étendue du territoire national, bénéficiez d'un abattement spécial en vue de vous faciliter les formalités de dédouanement et d'immatriculation de vos motos

EDITORIAL

Vive le
Président !

2020, la charnière, l'année de toutes les espérances pour les Combattants de l'Alternance. Les Togolais vont vivre une nouvelle élection présidentielle qui peut symboliser la continuité ou le début d'une nouvelle aventure. C'est donc normal que les choses bougent au sein de l'Opposition et que l'engouement soit à son paroxysme. Déjà sept candidatures déclarées à quelques quatre mois du scrutin.

Nicolas Lawson, Aubin Thon, Agbéyomé Kodjo, Jean-Pierre Fabre, Kpodar Gamessou, Gerry Taama, Christian Speaker. Tout le monde veut être Président. Aucun rendez-vous sur la Terre de nos Aïeux n'a suscité autant d'engouement que les Présidentielles. Voilà comment la démocratie togolaise veut se construire par le toit sans aucune fondation. Absents lors des Législatives et Locales, la plupart de ces candidats projettent de devenir Présidents de la République.

C'est ainsi que la conscience du peuple a été forgée. La démocratie, c'est un nouveau Président, peu importe les tendances au Parlement, peu importe la gouvernance locale. L'essentiel c'est de participer à une élection présidentielle. Les populations togolaises sont ainsi moulées, elles vont encore se mobiliser en avril 2020 pour aller massivement voter alors qu'elles ont boudé les Législatives et les Locales. Mais pour l'heure, si l'on s'en tient aux candidatures déclarées, les Togolais ne goûteront pas à l'Alternance.

Autant les Togolais ont appris que les élections présidentielles sont les plus importantes échéances, autant ils ont compris qu'il faut y voter des noms, des personnalités de carrure et de carrière. L'on peut encore se souvenir de la première de Gilchrist Olympio face à Gnassingbé Eyadéma, de la première de Jean-Pierre Fabre face à Faure Gnassingbé. Malheureusement, sur les candidatures déclarées, il n'y a aucun nom qui parle de lui-même.

Même sans Faure Gnassingbé, il serait difficile sans les alliances contre nature de trouver parmi ces sept candidats un vainqueur. 2020 ne sera pas l'année de leur année. L'oiseau tant attendu n'a pas encore pointé le bout de son bec. Le combat tant attendu n'aura pas lieu en 2020. Faure-Bodjona, Faure-Boko, voilà les affiches qui auraient pu faire basculer la balance mais pour l'heure, on est loin de cette réalité, on peut donc laisser les poids légers ou les faiseurs de roi célébrer le festin de « deux mille vins ».

Isaac Tonyi

Premier forum entre la Russie et l'Afrique
Faure et ses pairs à Sotchi

Le tout premier Sommet entre la Russie et l'Afrique s'est ouvert, hier mercredi, à Sotchi, en Russie. Ouvert par le Président Russe, Vladimir Poutine et son homologue égyptien Abdel Fatah Al Sissi, Président en exercice de l'Union Africaine (UA), ce sommet qui court du 22 au 24 octobre prochain vise essentiellement à étendre et consolider l'influence de la Russie sur le continent africain, au travers de la diversification de sa coopération. Le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé fait partie de la quarantaine de dirigeants africains invités à cette occasion.

Premier sommet Russie-Afrique

Au cœur de cette première messe diplomatique entre la Russie et l'Afrique, des sujets d'intérêts communs aux deux parties, notamment la Paix, la Sécurité et le Développement. Et pour ce faire, l'hôte russe, Vladimir Poutine a mis le bouché double en mobilisant, pour ce premier acte de ce Sommet, une quarantaine de dirigeants du continent dont Faure

rendez-vous de la ville balnéaire de Sotchi, hommes d'affaires, dirigeants d'organisations et d'institutions régionales.

A l'ouverture des travaux, et fidèle à ses punchlines, le Président Russe n'est pas allé du dos de la cuillère pour décrire, en des termes non voilés, la nature du rapprochement essentiellement intéressé qu'entretiennent les puissances occidentales et le continent africain. « La

...le rendez-vous de Sotchi se veut une aubaine de plus pour le Togo qui, dans sa recherche de partenaires pour l'accompagnement de son ambitieux Plan National de Développement (PND) entend profiter du Forum Economique en vue, pour décliner les différents axes dudit plan aux investisseurs russes

Gnassingbé du Togo.

Travaux ouverts par Vladimir Poutine et l'Egyptien Abdel Fatah Al Sissi, Président en Exercice de l'Union Africaine (UA), quatre-vingtaine de Chefs d'Etat et de gouvernement du continent africain. Outre les dirigeants du continent, la diplomatie russe a également mobilisé pour le

Russie est prête à offrir son aide à l'Afrique sans les nombreuses conditions fixées par les puissances occidentales », a promis le dirigeant russe. Et d'expliquer que « nous voyons comment certains pays occidentaux ont recours à la pression, à l'intimidation et au chantage contre les gouvernements souverains afri-



Faure accueilli à sa descente d'avion cains ». En termes clairs, poursuit M. Poutine, « ils utilisent de telles méthodes pour tenter de se redonner une influence et une domination perdues dans leurs anciennes colonies sous une nouvelle forme et ainsi pouvoir en tirer le maximum de profits en exploitant le continent ».

Somme toute un sommet pris sous l'angle de défis et de duel à distance entre la Russie et les puissances occidentales déjà présentes sur le continent depuis des années déjà. Qu'à cela ne tienne, le rendez-vous de Sotchi se veut une aubaine de plus pour le Togo qui, dans sa recherche de partenaires pour l'accompagnement de son ambitieux Plan National de Développement (PND) entend profiter du Forum Economique en vue, pour décliner les différents axes dudit plan aux investisseurs russes.

Jaurès KINVI

Coalition des 14 formations politiques
Le PSR aussi claqué la porte !

Décidément, la prochaine présidentielle de 2020 fait plus de mal que de bien à l'unicité de la Coalition des 14 formations politiques (C14). Après le départ des partis comme l'ANC, le PNP, Togo Autrement, le Parti des Togolais et l'ADDI, le Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR) quitte aussi la barque à Brigitte Adjmagbo. Prof. Komi Wolou et les siens justifient leur démarche par la divergence de vues et d'approches au sujet de la participation de l'Opposition au prochain scrutin présidentiel.

Qu'est-ce qui reste, à ce jour, de résidu de la Coalition des quatorze formations politiques (C14)? C'est la grande question qui taraude les esprits depuis la sortie de la formation politique Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR) de ce regroupement de formations politiques qui a donné des sueurs froides au Pouvoir fin 2017.

Après les sorties en cascades, dans la foulée des dernières Législatives, la C14 n'en finit point avec les départs de ses partis membres, pour divergence de vues et d'approches. Après l'ADDI, il y a quelques jours, c'est le tour du PSR du Prof. Wolou de mettre aussi un terme à sa participation aux activités de la Coalition qu'il estime n'être plus aujourd'hui, une structure capable de parler d'une seule voix dans le choix d'un candidat aux prochaines élections. Réduisant à 5 cette Coalition de 14 formations politiques.

Et pour cause, la préférence de la C14 à un candidat apolitique en lieu et place d'un acteur politique. Ce que n'entend pas de ses oreilles le PSR qui estime, dans sa lettre de démission adressée à la Coordination de la Coalition que « s'il est concevable que la C14 puisse en toute connaissance de cause soutenir un candidat déclaré dont le positionnement paraît favorable à la réalisation de l'Alternance, la démarche actuelle de la C14 qui, manifestement s'apparente à une hostilité à toute candidature d'un homme politique, est contraire aux finalités des partis politiques et manque à notre sens de lisibilité ».

A cet effet, l'Universitaire estime qu'il est dangereux que les partis membres de la C14 renoncent à leurs propres candidatures au profit des personnes à déterminer dont on ignorait les identités et les qualités.



Brigitte Kafui Adjmagbo Johnson,
Coordonatrice de la C14

Cette énième démission porte un sérieux coup à l'harmonie tant recherchée au sein de l'Opposition, surtout à quelques encablures de la prochaine présidentielle. Parallèlement aux candidatures plurielles qui sont notées, la C14, elle, se voit un peu plus eseuulée dans sa logique d'une candidature apolitique. Est-ce à dire donc que le projet dont est précurseur Dr. Georges William Kuessan de Santé du Peuple tombe à l'eau ? L'avenir nous situera.

JK

Jean-Pierre Fabre sur RFI **Une sortie ratée !**

Investi candidat de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), au terme du deuxième congrès ordinaire du parti tenu les 18 et 19 octobre derniers, Jean-Pierre Fabre était reçu, en invité, hier mercredi, sur Radio France Internationale (RFI). Au micro de Christophe Boisbouvier, le Président National de l'ANC a expliqué les motivations de sa désignation, puis les moyens sur lesquels il compte pour parvenir à l'Alternance en 2020.

Le « Oui » de Fabre
«Persévérance et rigueur dans l'engagement pour l'Alternance ». C'est autour de ce thème que les délégués des 105 fédérations du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC), réunis à la faveur du deuxième congrès ordinaire dudit parti, ont reconduit, le samedi 19 octobre dernier, Jean-Pierre Fabre à la tête du parti. Par ailleurs, l'ancien Secrétaire National de l'UFC a été choisi, par le congrès, candidat du parti orange à la prochaine Présidentielle qui se profile à l'horizon. Et c'est sans nul doute que M. Fabre a saisi la perche à lui tendue.

« J'ai entendu vos appels, vos sollicitations, vos exhortations. Je dis oui...j'accepte la mission que vous me confiez...J'accepte d'être le porte-étendard de l'ANC et de l'ensemble des populations qui ont toujours soutenu notre combat...Oui, j'accepte d'être le porte-étendard de la victoire des Togolaises et Togolais en 2020 ! », a répliqué au congrès, en guise de « oui », celui qui vient d'être nouvellement porté à la

tête de la Commune Golfe 4.

Et de poursuivre en affirmant mesurer naturellement le poids de la responsabilité qui lui incombe, celle de conduire le peuple togolais à la victoire. Ceci, a-t-il dit, "au moment où notre pays, ruiné et meurtri par plusieurs décennies d'improvisation, de gabegie et de violations massives des Droits Humains, attend impatiemment de connaître le changement libérateur et refondateur, le changement qui permet l'instauration de l'Etat de Droit."

Pour ce faire, M. Fabre propose, comme potion, un projet de société susceptible de permettre aux travailleurs et populations laborieuses du Togo d'accéder rapidement à des conditions de vie décentes. Ceci, à travers des politiques volontaristes de croissance, notamment des actions vigoureuses et urgentes dans les domaines de la Santé, de l'Education, de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Energie, des Infrastructures, de l'Assainissement et de l'Eau, ainsi que dans les domaines de la Sécurité publique et des Secours d'ur-

gence.

Un exercice fatidique

Sur les ondes de Radio France Internationale (RFI), hier mercredi, Jean-Pierre Fabre s'est prêté au fatidique exercice de Christophe Boisbouvier, celui d'expliquer à l'opinion internationale les motivations de sa candidature. Il en est de même pour les arguments dont il dispose pour "terminer le boulot", celui de faire entendre raison à Faure Gnassingbé afin que celui-ci, arrivé au terme de son troisième mandat, ne se présente pas en 2020. « Je me présente parce que la persévérance paye toujours. Aussi, c'est un serment que j'ai fait d'œuvrer inlassablement à l'instauration de la Démocratie et de l'Etat de Droit chez moi. Donc il faut que je termine le boulot », a laissé entendre Jean-Pierre Fabre.

Tout en annonçant s'atteler en profondeur à une amélioration significative du cadre électoral, avec l'espoir de compter aussi bien sur la mobilisation populaire, comme en 2017, que sur la communauté internationale, notamment la Cédéao, pour l'obtention des meilleures conditions de l'élection à travers un dialogue, M. Fabre appelle à la rescousse, l'ancienne métropole.

Selon l'Opposant togolais, le Président français, Emmanuel Macron a manifesté sa volonté de changer les rapports entre la France



et l'Afrique. Ce qu'il espère pour le Togo dont sont originaires plusieurs de ses collaborateurs directs. « M. Emmanuel Macron a des responsabilités politiques d'origine togolaise. Il y a une députée, Laetitia Avia et plus proche, il y a un ministre, porte-parole du gouvernement actuel qui a des liens avec le Togo. C'est Me Sibeth N'Diaye dont la maman est togolaise », a-t-il cité nommément.

A en croire le candidat de l'ANC à l'échéance de 2020, c'est une situation favorable pour les Togolais, parce que ces personnes ne peuvent pas être insensibles à la situation actuelle du Togo, a-t-il ajouté. Et d'expliquer sa pensée par le fait qu'on ne peut donc pas être ministre dans un gouvernement d'un pays comme la France, une Démocratie avancée et fermer les yeux sur ce qui se passe dans son pays d'origine. « Ce sont des canaux par lesquels nous pouvons faire parvenir des messages », martèle M. Fabre.

Une sortie ratée !

L'analyse synoptique de la sortie de M. Fabre révèle,

somme toute, un rendu acceptable. Cependant, il n'en demeure pas moins vrai que la suite du déroulé aura donné le goût d'une sortie complètement ratée, car enchaînant contradictions et erreurs politiques dignes d'un néophyte en politique. Eh bien pour cause !

D'une part, la contradiction réside dans le fait que M. Fabre reconnaît à Macron, sa volonté de changer les rapports entre la France et l'Afrique. Autrement, sa détermination à mettre un terme à la politique métropolitaine consistant à avoir un droit de regard dans les affaires internes des Etats africains. Et de là, lui demander d'agir à travers ses proches collaborateurs pour changer la donne au Togo ressort de l'absurdité et du non-sens. De l'autre, les deux personnalités précitées, fussent-elles d'origine togolaise, sont, au-delà de tout, des citoyens français. Et c'est fort de ce statut qu'elles occupent des hautes fonctions au sein de l'Exécutif français et n'agiront que tel, uniquement pour l'intérêt suprême du peuple français.

Bien de réalités évitantes qui échappent, étonnement, à Jean-Pierre Fabre. Et d'en déduire qu'avec tout le temps passé sur la scène politique nationale, couplé des réalités de la géopolitique, l'ancien Secrétaire Général de l'UFC et candidat malheureux aux présidentielles de 2010 et 2015 n'a, visiblement, pas su tirer leçon du cas Koffi Yamgnane. Triste !

Magloire TEKO

Présidentielle 2020

Agbéyomé Kodjo... sur la ligne de départ

La présidentielle de 2020, c'est dans quelques mois seulement. Courant premier trimestre de 2020, selon les indiscrétions. En attendant que le candidat du parti au Pouvoir ne soit connu du grand public, ceux issus des rangs de l'Opposition se mettent déjà en évidence. A ce jour, sept candidats sont sur la ligne de départ dont le dernier, en date, est celui d'Agbéyomé Kodjo, Président National du Mouvement des Patriotes pour la Démocratie et le Développement (MPDD).

C'est un Communiqué du parti en date du 21 octobre qui informe l'opinion nationale et internationale. Gabriel Messan Kodjo Agbéyomé sera au rendez-vous de 2020. L'homme politique de 65 ans, originaire de Tokpli (Yoto) sera donc le porte-étendard du Mouvement des Patriotes pour la Démocratie et le Développement (MPDD) dont il est le Président National.

Par sa désignation par le bureau directoire de son parti, en attendant l'approbation du congrès qui se tiendra les 22 et 23 novembre prochains, l'ancien candidat malheureux à la Présidentielle de 2010 s'ajoute ainsi à la liste des candidats déjà déclarés, certains issus des rangs de l'Opposition, certains en indépendants.

Cette candidature de l'ancien Premier ministre (2000 – 2002) exprime toute la détermination de ce dernier à ne pas rompre

la lutte démocratique. Mais au contraire, participer activement, au premier rang, à l'édification d'un Etat de Droit et d'un Togo uni et solidaire, réconcilié avec lui-même. Toutefois, l'homme n'exclut pas l'idée d'une candidature unique de l'Opposition qui, a-t-il estimé, peut s'avérer être une "solution gagnante". Toutefois, a-t-il prescrit à la rentrée politique du MPDD, le 4 octobre dernier, "...sans un fichier purifié et assaini, et l'engagement des gouvernances locales dans la stricte voie de la neutralité et de l'impartialité, la transparence électorale au Togo ne sera qu'un leurre de plus".

Avant son engagement aux côtés des forces démocratiques depuis 2008, au travers de la création de la formation politique Obuts, qui s'est muée depuis fin 2018 en MPDD, Agbéyomé Kodjo, convient-il de le rappeler, avait occupé plusieurs postes de responsabilité sous



l'ère du Général Gnassingbé Eyadema dont il fut l'un des fidèles collaborateurs. A ce titre, il a été entre autres Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture de 1988 à 1991, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (Gouvernement de transition) en 1991-1993, Directeur Général du Port Autonome de Lomé (1993-1999) et Président de l'Assemblée Nationale (1999 -2000).

Somme toute, des atouts de taille et une bonne recette pour cet homme politique dont le divorce avec le Général Eyadema, en 2002, l'a d'abord envoyé en exil, puis en prison à son retour au pays, après le décès de ce dernier en 2005.

MT

Mines et Géologie

Une réserve de 8.500.000 Tonnes de manganèse bientôt mise en exploitation à Nayiega

L'information est du gouvernement togolais. Dans le sous-sol de Nayiega, localité située dans la préfecture de Kpendjal –Sud (Région des Savanes), gît une réserve de manganèse évaluée 8.55.000 Tonnes. D'une durée de vie de onze (11) ans, ce gisement sera bientôt mis en exploitation. Un marché confié à la Société Générale des Mines (SGM).



Ce minerai de manganèse, après l'attribution du permis d'exploitation à la Société Générale des Mines, annonce le gouvernement, sera soumis à une exploitation à grande échelle. Ce qui, conformément à l'axe 3 du Plan National de Développement (PND), permettra la réalisation des projets de développement communautaire à travers la localité. De même qu'elle impactera le quotidien des habitants de la localité. Ce, à travers la création des emplois directs et

indirects. Il en est de même pour l'économie nationale qui sera bonifiée par une réserve supplémentaire.

Vivement qu'à l'image des autres localités minières du pays, l'exploitation du manganèse ne constitue pas une source de malédiction pour les populations qui n'en demandent que du mieux dans leur vie quotidienne.

La Rédaction

Tous parlent à l'Afrique... Mais personne n'écoute l'Afrique

À *Sotchi s'est ouvert, hier mercredi 23 octobre, le premier grand Sommet Russie-Afrique consacré à la collaboration entre les pays africains et une Russie qui pousse déjà ses intérêts dans de nombreux pays africains. Cette rencontre politique à laquelle prennent part une quarantaine de dirigeants africains, les mêmes qui, il y a quelques mois se bousculaient au portillon du Sommet Chine-Afrique ou encore TICAD7 au Japon, sera doublée d'un Forum Economique au cours duquel contrats et partenariats devraient être annoncés. Quand on considère que les dirigeants africains ne sont pas à leur première participation à des rencontres du genre avec les pays dominants du globe où il a toujours été question de développement et de partenariat, la question se pose de savoir, pourquoi l'Afrique demeure donc en marge de la mondialisation.*

Les Sommets ...

Il n'est un secret pour personne, la participation à des rencontres "Afrique-Pays dominants" est devenue pour les dirigeants africains, un sport matinal. Il y a quelques mois, ils s'étaient rendus dans l'Empire du Soleil Levant pour un Sommet (laTICAD7) consacré aux mêmes thématiques liées à la coopération réciproque, la géopolitique, la défense, le développement de l'agriculture, du commerce, des exportations, de l'industrie etc. Ce Sommet qui a débuté ses travaux le 28 août 2019 a été précédé d'une rencontre Chine-Afrique du même contenu à laquelle ces dirigeants, tous du jaune souriant, avaient participé. A cela, il faut ajouter le Sommet France-Afrique, le Sommet de l'AGOA dont la dernière édition s'était tenue le 5 août dernier, le Sommet Afrique-Israël annoncé pour se tenir au Togo mais qui a été reporté. Il ne manquerait plus qu'un sommet Afrique-Turquie pour compléter le tableau...

L'organisation

périodique de ces Sommets témoigne de l'intérêt porté à l'Afrique par ces pays dominants du globe. Mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, les pays africains, abonnés présents à ces Sommets, demeurent toujours à la traîne. Plus grave, ils se font dicter des conduites à tenir devant telle ou telle situation par ces pays et surtout par des institutions qui poussent l'ironie jusqu'à leur décerner de façon cyclique, la mention "Bon élève" dont nos pays se targuent si fièrement.

Souveraineté bradée

En effet, il est donné de constater qu'en dépit de la participation régulière et assidue des dirigeants africains à ces Sommets, les aspirations légitimes de nos pays, ne sont toujours pas comblées. Ce qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui estiment que c'est plutôt la meilleure manière pour nos dirigeants, prompts à signer, les yeux fermés des accords de coopération ou de partenariat sans lendemain, de brader la



Emmanuel Macron posant avec des Chefs d'Etat Africains

souveraineté de nos pays. Plus que jamais, de nombreux pays du continent africain qui, dans les années 60 avaient le même niveau de développement que les pays asiatiques, se trouvent en marge de la mondialisation. Qu'on en juge :

Avec seulement 1 % de la production mondiale et 4 % des échanges de marchandises d'une part et 80 % des exportations concernant les matières premières, d'autre part, le poids de l'Afrique dans la production et les échanges de marchandises demeure marginal. L'Afrique exporte une part très négligeable de services et de produits manufacturés. L'économie africaine est une économie rentière. La faiblesse des transports, l'absence de services, le manque d'énergie, les coûts élevés de l'électricité ou encore le faible pouvoir d'achat des Africains sont autant de facteurs qui empêchent le développement de l'activité économique.

Par ailleurs, nos pays

éprouvent de sérieuses difficultés à diversifier l'économie, ils demeurent dans une logique d'exploitation des matières premières et de redistribution à quelques groupes qui constituent leur clientèle. Le développement, dans ces conditions, ne semble pas être leur priorité.

En réalité l'Afrique est en marge de la mondialisation du fait de sa non-participation active à la co-gouvernance du monde. Toutes les grandes puissances parlent à l'Afrique. Mais qui écoute l'Afrique ? Personne.

La fuite des capitaux

Au niveau du financement de l'activité économique, le plus gros problème réside dans la fuite des capitaux. En effet, pour éviter de déclarer des revenus et de payer les impôts et taxes liés, des sommes importantes sortent illégalement de nos pays en direction des paradis fiscaux. En tout, 800 milliards de dollars auraient été transférés

illégalement hors d'Afrique depuis 40 ans. Cet argent aurait largement pu contribuer à financer des programmes ambitieux de développement.

Enfin, l'économie informelle reste très présente. Selon le bureau international du travail, elle représente 72 % des emplois en Afrique subsaharienne.

Au regard de ce qui précède, force est de constater que soit, les dirigeants africains qui participent à ces rencontres manquent de vision pour leur pays, soit, ils se font tout simplement tourner en bourrique par les organisateurs qui, eux, ne manquent aucune occasion pour tirer leur épingle du jeu. A chacune de ces rencontres, les organisateurs, même avant l'ouverture s'assignent des objectifs précis à atteindre au sortir de la rencontre, à moyen, court et long terme. Ils mettent sur pied des cellules chargées du suivi en termes des retombées engrangées par la rencontre. Ce qui n'est pas du tout le cas de nos dirigeants qui ne rendent même pas compte de ce qu'ils sont allés faire ou de ce que le pays doit attendre de ces Sommets dans des délais bien précis. A la limite, ils laissent le soin à leur service de Communication de pondre un compte rendu approximatif des rencontres à travers des communiqués laconiques qui embrouillent plus qu'ils n'éclairent. Jusqu'à quand ?

Loiclas

Vote des Togolais de l'Extérieur

Le pas encourageant du gouvernement

Réuni en conseil des ministres, le 18 octobre dernier, l'Exécutif togolais a, conformément à la feuille de route de la CEDEAO adopté le 31 juillet dernier, notamment à son point relatif à l'examen de la possibilité de donner corps au vote des Togolais de l'Extérieur, adopté un projet de loi modifiant et complétant les titres I et IV du Code électoral. Lequel Code qui, dans sa mouture actuelle, précise désormais les conditions de participation des Togolais de l'Extérieur à des consultations électorales nationales.

Dans le but d'arriver à cet idéal longtemps voulu, le gouvernement togolais a dû apporter une touche au Code électoral qui, bien que disposant déjà des dispositions qui traitent du vote des Togolais de l'Extérieur, se révèle moins outillé pour se traduire dans les faits.

Ainsi, le gouvernement, pour y arriver, a procédé à la création des Commissions Electorales d'Ambassades Indépendantes (CEAI) dans les ambassades comme démembrements de la CENI à l'Extérieur. De même le nouveau Code électoral précise désormais le type d'élections auxquelles les Togolais de l'Extérieur peuvent prendre part,

le nombre d'électeurs potentiels minimum pour l'ouverture d'une CEAI, lequel devra être déterminé à partir du nombre des Togolais détenteurs de la carte consulaire en cours de validité depuis au moins six (06) mois, à la date de la révision des listes électorales, délivrée par les ambassades togolaises par la CEAI.

Par ailleurs, le Code électoral actualisé définit la particularité de la composition des démembrements de la CENI, notamment la Commission Electorale d'Ambassades Indépendantes (CEAI), les Commissions Listes et Cartes (CLC) et les Bureaux de vote (BV) à l'Exté-



PM. Komi Sélom Klassou

rieur. Les modifications apportées, par le présent projet de loi, portent aussi sur les pièces à fournir pour se faire inscrire sur la liste électorale dans sa CEAI et se faire délivrer une carte d'électeur, les conditions d'intervention sur les médias d'Etat tout en résidant à l'étranger, l'organisation des réunions électorales

lors de la campagne ainsi que sur la condition de résidence dans le pays de vote pour siéger dans le compte d'un parti politique dans un démembrement de la CENI à l'Extérieur.

Cette décision, à l'approche de la Présidentielle de 2020, se veut un pas encourageant posé par le gouvernement dans la condi-

tion de la jeune démocratie togolaise. Désormais, les quelques deux millions de Togolais éparpillés à travers le monde, selon des chiffres officiels, peuvent s'enorgueillir de se faire désormais compter, dans le choix du Président de la République. Un droit citoyen dont sont jusqu'alors privés, ces Togolais dont les transactions monétaires au pays dépassent, annuellement, les aides au développement que le Togo reçoit de ses partenaires.

Une manière pour le gouvernement de couper l'herbe sous le pied de l'Opposition, notamment du parti National Panafricain (PNP) qui, on se rappelle, outre le mode de scrutin à deux tours, en a fait du vote des Togolais de la diaspora, son bâton de pèlerin. Aujourd'hui, loin de la victoire d'un camp sur l'autre, c'est plutôt la démocratie togolaise qui grandit d'une échelle.



CHOISISSEZ VOTRE FORFAIT **DOUBLE PLAY** **DATA & VOIX!**

**bénéficiez aussi des appels gratuits
au Togo et vers l'International**

DOUBLE PLAY MAXI

Vitesse de connexion
jusqu'à 12 Mbps

12 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY PLUS

Vitesse de connexion
jusqu'à 20 Mbps

20 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY BRONZE

Vitesse de connexion
jusqu'à 25 Mbps

25 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY RAPID BOX

Vitesse de connexion
jusqu'à 20 Mbps

15 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY ARGENT

Vitesse de connexion
jusqu'à 50 Mbps

30 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY OR

Vitesse de connexion
jusqu'à 100 Mbps

49 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

avec tous les avantages suivants :

- ☒ accès **Internet illimité**
- ☒ **appels illimités** du fixe vers le fixe
- ☒ jusqu'à **120 minutes d'appels** offertes vers le mobile Togocel
- ☒ jusqu'à **120 minutes d'appels** offertes vers l'international
(France, USA & Canada)...bientôt.

**la fibre
chez vous**

Le Très Haut Débit Fixe

jusqu'à 100 Mbps

Infos & réservations:
112 / 70 43 30 00

Offres soumises à conditions

Adopter les OFFRES DOUBLE PLAY du Groupe Togocom, c'est participer au développement du Togo

119/22 22 01 19
f v t TOGO TELECOM

www.togotelecom.tg

Le Togo au CHAN **Savoir Oser pour Avancer**

La 6ème édition a été la bonne. Il a fallu attendre l'édition zéro pour voir le Togo assurer sa qualification au Championnat d'Afrique des Nations, une compétition réservée aux jeunes locaux. De hautes luttres les éperviers locaux seront au Cameroun en 2020. Il faut d'ores et déjà tirer les enseignements de cet exploit et continuer sur cette lancée pour ne plus tomber dans les erreurs du passé.

De Sébastien MIGNÉ à Abalo Dosseh en passant par Julien CHEVALIER, d'un tournoi de l'UEMOA catastrophique aux éliminatoires décevantes du CHAN, il a fallu attendre 3ans pour mettre sur pieds une équipe locale compétitive qui reprend l'espoir du football togolais. Une équipe qui prend sa revanche sur le Bénin, le même adversaire qui l'a désillusionnée lors des éliminatoires du dernier essai remporté par le Maroc, une équipe qui s'affiche en bourreau du grand Nigéria et enfin une équipe qui montre ses ambitions pour les prochains tournois de l'UFOA après avoir passé le premier tour au Sénégal. Cet espoir qui renaît dans le cru local n'est pas la conséquence de la régularité des compétitions nationales.

Akpovy, un premier mandat, une grande victoire.



Rien ne remplace la compétition pour un joueur. Les présidents de clubs adeptes de boycott peuvent rendre compte aujourd'hui. La grande victoire pour un premier mandat n'est pas la qualification du Togo à la CAN 2017. Cette qualification ressort plus d'un effet de surprise avec l'arrivée du Technicien français Claude Leroy. Le plus grand trophée du mandat Akpovy reste la qualification du Togo au CHAN. L'homme, malgré les problèmes organisationnels, a assuré avec son bureau la régularité du Championnat. Même si les attentes liées aux infrastructures et subventions sont loin d'être comblées, le Comex de la FTF a permis aux jeunes de s'exprimer. Il faut en tirer leçon pour ne plus s'aventurer lors des élections prochaines sur une pente glissante. L'union au sein du comex doit être de mise pour éviter les fissures desquelles peuvent naître des divisions et



Eperviers locaux

des clans. Il en existe déjà et c'est le lieu de colmater les brèches. Le football togolais ne doit plus sombrer au niveau de l'élection d'un bureau. Ajouté à cette régularité des compétitions due à l'union sacrée des différents acteurs du Comex autour de la FTF, il faut saluer l'apport du Technicien français Claude Leroy qui s'est impliqué activement au Sommet de l'Etat pour la mise sur pied d'une sélection locale qui a bénéficié de stages réguliers. Même si l'homme a de la peine à assurer avec la sélection, tout le mérite lui revient d'avoir pris l'initiative et conseillé les autorités sur la relève. Trois ans après, l'essai est concluant

avec Abalo Dosseh.

Savoir Oser pour Avancer...



Le Sélectionneur national, Abalo Dosseh

SOA ! Voilà le nouveau cri de chœur au sein du football, Savoir Oser pour Avancer. Pour maximiser, il faut savoir faire des choix au sein du Comex de la

FTF.

Le premier, celui d'assurer une bonne participation à la sélection à la compétition d'avril 2020. Le Comex de la FTF doit faire le choix d'une bonne gestion de cette participation. La CAN des Locaux doit ressembler à autre chose au Togo que la CAN 2017 où les fonds ont été dilapidés. L'autre choix, c'est de renouveler le contrat de l'entraîneur Abalo Dosseh et de lui permettre, avec des moyens conséquents, de ratisser large au cours du Championnat en cours pour étoffer l'effectif. Certains ont fait l'exploit de qualifier le Togo, mais, pour jouer la suprématie au CHAN, il en faut plus. Les déplacements du Technicien togolais sur chaque stade du pays qui abrite les Championnats nationaux s'imposent. Il faut assurer la longévité d'Abalo Dosseh à la tête de la sélection locale et lui permettre de mieux s'aguerrir. Il convient de décharger ce dernier du poids des autres sélections notamment les U23. Abalo Dosseh peut symboliser l'avenir de la sélection A, tout est question de temps. Pour l'heure, il faut lui donner les chances d'avancer avec les A'.

Del-Jo

Drame à Kantè Une étudiante poignardée à mort par son beau-frère

Le département de Sociologie de l'Université de Kara est endeuillé. L'étudiante AHORO Yvette en semestre cinq (5) s'en est allée sous les coups de poignard de son beau-frère. Ceci, dans une rixe dans laquelle cette dernière s'interpose entre sa sœur et son beau-frère, le présumé auteur du tragique et ignoble crime survenu lundi 20 octobre dernier dans la préfecture de la Kéran à Kantè. Une triste nouvelle qui endeuille l'intelligentsia togolaise.

Plus jamais ses ami(e)s de fac ne la verront plus sur les colonnes, plus jamais ses professeurs ne la verront plus dans le troupeau multicolore d'étudiantes en quête de savoir. L'étudiante en Sociologie AHORO Yvette a rendu l'âme lundi dernier poignardée à mort par son beau-frère accompagné d'un de ses amis. Provoquant ainsi la colère et l'indignation de la population qui, aux dernières nouvelles, aurait lynché dans une vindicte populaire le comparse du forfait ignoble et inhumain. « À l'heure où nous parlons, son ami a été lynché par la population et le beau-frère est en cavale », apprend-on de Gnigba Yimka Victor, un licencié en droit public proche de la défunte.

Les faits racontent qu'il y a eu une bagarre de jalousie entre la sœur à Yvette et son beau-frère à cause d'une fille qui

se trouve être la maîtresse du présumé auteur du meurtre. La femme se réfugie chez ses parents pour se protéger de l'individu sans foi ni loi. Ce dernier l'a suivie. A son arrivée, accompagné de son ami, la bagarre reprend de plus belle entre les deux tourtereaux. Voulant s'interposer entre eux, Yvette reçoit par mégarde les coups de poignard de son beau-frère qui rate sa vraie cible qui ne se trouve être que sa propre femme. Ainsi fut commis, dans la guerre des cœurs, l'homicide qu'on qualifierait d'involontaire.

C'en est fait désormais d'Yvette et la batterie est déjà tirée en son honneur à travers une pluie de réactions émanant de proches parents, de camarades de fac et d'ami(e)s. « Que la terre te soit légère, Yvette. La vengeance est à Dieu, non pas aux hommes », lit-on sur le statut



whatsapp de Delphine, une de ses amies de fac, « bonne route Vivi, que le seigneur te garde à

sa droite », renchérit affectueusement Claudia et pour sa part Georgette estime qu'« elle est morte à cause des appétits voraces de l'homme ». Autant dire que la communauté estudiantine reste très sensible à ce crime commis contre la gent féminine en général et en particulier l'élite intellectuelle togolaise.

« Chocs », « stupeurs » et « colère », tels sont les vrais mots pour désigner, in fine, l'émotion qui se saisit de la population de Kantè informée du meurtre de l'étudiante revenue couler de bons moments de vacances en famille avant la prochaine rentrée académique qu'elle ne verra plus. Justice pour AHORO Yvette !

Oscar SEKAYA

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC

Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96

e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication

Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction

AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédacteur en chef

Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs

Loïclas

Del-Jo

Magloire Téko

Isaac Tonyi

Oscar Sékaya

Correcteurs

Edgar K. DJISSENOU

Edson Dogbè

Stagiaire

SODJI Edoh

PAO

Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis

Tirage : 3000 exemplaires

FLAMBEAU
hebdomadaire Togolais d'information,
d'investigation, d'analyse et de publicité
des Démocrates

**Ni griot servile,
ni critique stérile**

SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'INCLUSION
FINANCIERE ET DU SECTEUR INFORMELPROJET NATIONAL DE PROMOTION
DE L'ENTREPRENARIAT RURALDEMANDE DE RENSEIGNEMENT DE PRIX POUR LE RECRUTEMENT D'UNE AGENCE DE COMMUNICATION POUR LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION D'UNE
EMISSION DE TELE-REALITE POUR LA PROMOTION ET L'INCITATION DES JEUNES A L'ENTREPRENARIAT RURAL POUR LE COMPTE DU PNPER

DRP N° 05A/2019/ PR/SEIFS/PNPER

1. Le Gouvernement de la République togolaise a reçu un financement du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour la mise en œuvre du Projet national de promotion de l'entreprenariat rural (PNPER), et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif au recrutement d'une agence de communication pour la production et la diffusion d'une émission de télé-réalité pour la promotion et l'incitation des jeunes à l'entreprenariat rural.
2. Les Services de consultant ("les Services") comprennent entre autres :
Sous la supervision de la Coordination nationale et en relation avec la responsable communication, l'agence de communication aura les responsabilités suivantes :
 - Concevoir et développer un concept de télé-réalité assorti d'un plan de travail détaillé
 - Organiser, produire et diffuser les émissions sur toute la durée du projet soit pour huit (08) mois.
3. Le Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel, à travers le Projet national de promotion de l'entreprenariat rural (PNPER), invite les prestataires éligibles (agences de communication) intéressés par la présente mission et ayant une expérience confirmée dans le domaine à manifester leurs intérêts à fournir les services ci-dessus décrits. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdits Services.

Les critères de sélection sont :

- Être une agence de communication audio-visuelle légalement installée ;
- Avoir réalisé et produit au moins une (01) émission télé-réalité ou avoir produit un projet similaire au cours des cinq (5) dernières années : joindre les preuves de réalisations... (avoir un exemplaire du produit fini, une attestation de diffusion sur les chaînes nationales, ou des éléments attestant de la communication autour de l'émission télé-réalité : coupures d'articles, ou canal reconnu de mass média, attestation de bonne fin d'exécution ou procès-verbal de réception dénué de toutes réserves).

a) Matériel :

L'agence de communication doit joindre à son offre la liste et les preuves de disponibilité (reçu d'achat, preuve de mise à disposition) des équipements ci-après :

- ✓ Caméras HD reflexes avec objectifs fixes (pour les interviews) ; avec objectifs variables pour les tournages
- ✓ Stabilisateur avec caméra intégrée ou à embarquer ;
- ✓ Drone HD pour les images aériennes ;
- ✓ Trépieds professionnels.

Kits son et accessoires :

- ✓ un enregistreur externe ;
- ✓ une mixette ;
- ✓ micros cravates ;
- ✓ le kit perche de son.

Kits lumière et accessoires :

- ✓ Projecteurs externes sans fil ;
- ✓ Projecteurs internes à fil ;
- ✓ Réflecteurs pour les tournages au soleil.

b) Personnel :

Disposer d'un personnel permanent ci-après :

- ✓ un réalisateur ayant un diplôme universitaire, minimum une Licence justifier d'une expérience d'au moins 5ans en matière de production et réalisation audiovisuelle ;
- ✓ un assistant réalisateur de niveau BAC+2 avec une expérience minimale de 5 ans ;
- ✓ un cadreur de niveau BEPC avec une expérience minimale de 3 ans ;
- ✓ un preneur de son de niveau BEPC avec 3ans d'expériences ;
- ✓ deux journalistes voix off (masculin et féminin) de niveau BAC+2 avec une expérience minimale de 5 ans ;
- ✓ un monteur de niveau BAC avec une expérience minimale de 3 ans.

NB : L'agence de communication doit joindre à son offre, une copie légalisée des diplômes de chaque personnel proposé et leur Curriculum Vitae (CV signés et datés du titulaire).

4. Le consultant ayant les qualifications et références les plus adéquates pour la mission, sera sélectionné après évaluation des manifestations d'intérêt et invité à remettre une proposition technique et financière, conformément aux procédures de sélection fondée sur la qualification des consultants (QC) telle que décrite dans les Directives et le manuel de passation des marchés du FIDA, édition de septembre 2010.
5. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (termes de référence) à l'adresse ci-dessous indiquée au point 07 et aux heures suivantes du lundi à vendredi de 8h à 12h et de 15h à 17h (heures locales).
6. La durée des prestations est estimée approximativement à 45 hommes/jours et s'étale sur une période continue de 60 jours à compter de la date de notification du contrat.
7. Les manifestations d'intérêt écrites en langue française doivent être fournies en trois (03) exemplaires dont un original. L'original et les deux (02) copies doivent être placés dans une enveloppe portant clairement la mention « recrutement d'une agence de communication pour la production et la diffusion d'une émission de télé-réalité pour la promotion et l'incitation des jeunes à l'entreprenariat rural », doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 04 novembre 2019 à 10 heures 00 minutes, heure locale :

Secrétariat du PNPER, Tokoin-Forever, Avenue Kondona ; BP : 20298 Lomé –TOGO, Tél. : (00228) 70 45 73 21.

Fait à Lomé, le

La Personne Responsable des Marchés Publics

Combetey PRINCE-AGBODJAN-SEMETOH